

Cent vingt-quatrième année

LIBERTÉ ET PATRIE

RÉDACTION
ADMINISTRATION
BUREAU D'ABONNEMENTS

Rue Pépinet, 3.

On s'abonne dans tous les bureaux de poste.
Compte de chèques postaux II. 3.
Les abonnements partent
du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

Un an 6 mois 3 mois 1 mois
Suisse Fr. 28 — 16 — 8 50 3
Etranger (enveloppe suisse) » 40 — 20 50 10 50 4

(Abonnements pris à la poste : 20 cent. en plus.)

Prix du numéro : Suisse 10 cent. — Etranger 15 cent.

Lausanne, 4 mai

BULLETIN POLITIQUE

MENACE ENVERS

L'ANGLETERRE

Ce n'est pas sans peine que M. Briand a décidé M. Lloyd George à le seconder dans ses entreprises destinées à faire payer à l'Allemagne ce qu'elle doit. Personnellement, M. Lloyd George comprenait et partageait sans doute l'animosité des délégués français envers un débiteur mille fois solvable et dix mille fois récalcitrant ; mais le régime démocratique ne permet pas toujours aux gouvernements de prendre les mesures qu'ils estiment les meilleures. M. Lloyd George a été fortement manœuvré au dernier moment non seulement par les socialistes et les germanophiles sournois, mais par les « business-men » et les financiers de la Cité de Londres. Ces derniers dont l'influence est énorme au sein du gouvernement anglais ont aujourd'hui toutes les indulgences pour l'Allemagne censément battue et toutes les sévérités pour la France victorieuse et dont la victoire les inquiète.

Cette attitude est-elle très sage et très politique ? Il est permis d'en douter. Ces milieux de gens d'affaires où l'intérêt est prédominant devraient tout faire au contraire pour donner satisfaction aux justes revendications de la France. L'Allemagne, en effet, n'a pas abandonné son projet de séduire la France et de conclure avec elle une alliance destinée non seulement à établir en Europe une hégémonie franco-allemande dont les deux pays partageraient les bénéfices, mais destinée aussi à tenir en échec les ambitions britanniques sur le monde entier.

C'était le rêve de Guillaume II et il a trouvé à plusieurs reprises des intelligences parmi les gouvernements français : il suffit de nommer M. Caillaux. Tout le monde sait le revirement auquel il tendait et l'hostilité qu'il marquait à l'Entente cordiale. Il faut que le désir d'un rapprochement franco-allemand basé sur l'intérêt économique et dirigé contre des tiers gênants soit bien forte en Allemagne pour que M. Simons ait prononcé la semaine dernière au Reichstag, en un moment où la discorde franco-allemande atteignait son paroxysme, les paroles suivantes : « Il est très regrettable... que le temps ne soit pas encore venu où les deux grands peuples qui, réunis, tiendraient le sort de l'Europe entre leurs mains, reconnaîtront combien ils sont solidaires l'un de l'autre. Ces deux peuples regardent encore trop derrière eux et peut-être s'ils contiennent à regarder vers le passé, se sentent-ils toujours ennemis hérités.

L'opinion européenne assiste avec une vive curiosité au lancement par certains journaux grecs des bruits d'abdication que l'on connaît. Les philhellènes les plus résolus ne pourront aussi bien redevenir complètement philhellènes que le jour où la Grèce sera redevenue venizéliste. M. M.

Gazette de Lausanne
ET JOURNAL SUISSE

FONDÉE EN 1798

Lettre de Hongrie

Régénération sociale, économique
et financière

Budapest, avril 1921.

Comment ne pas compatir à la détresse où la nation hellénique se débat par la faute de ses dirigeants ? Comment ne souhaiterait-on pas qu'il y eût quelque chose d'exact dans le bruit qui court et suivant lequel M. Gounaris se rendrait à Londres pour y négocier l'abdication du roi Constantin ? Si le roi Constantin a compris enfin qu'il doit se sacrifier, il aura — pour une fois, la première, — bien mérité de la patrie.

Quand son peuple, égaré et trompé par les agents monarchistes, le rappela à Athènes il savoura la vengeance, ce plat si bon même quand il est froid ; mais « quel triste lendemain suivit le bal folâtre ! » Constantin, obligé de conquérir ces territoires qu'on avait donnés à M. Venizélos, échoua piteusement. Ses porte-parole à Londres avaient magnifiquement annoncé : « Nous serons à Angora le jour de Pâques. » La Pâque orthodoxe vient d'être célébrée et les Grecs s'éloignent d'Angora. Les Turcs, au point de vue militaire, paraissent en bonne posture.

A l'intérieur du royaume, le roi Constantin et son entourage d'incompétentes commettent aussi des fautes. Comment la France n'aurait-elle pas pris ombrage de la glorification de Spyridon Lambros, le ministre responsable du massacre des marins français le 1^{er} décembre 1916 ? Les Grecs s'effraient de la chute précipitée de leur devise nationale, des sombres perspectives de leur avenir économique. Attendaient-ils de la France qu'elle réchauffât dans son sein le beau-frère de Guillaume II ? Avec quelque regret qu'on le dise, il faut dire que les Grecs sont responsables de leurs malheurs.

Et il faut louer les Bulgares de n'en point profiter. Un coup-de-main bulgare sur la Thrace mettrait le comble au désarroi grec. On est heureux qu'une telle éventualité ne vienne pas ajouter aux complications balkaniques ; mais il faut en savoir gré aux Bulgares, encore une fois.

L'opinion européenne assiste avec une vive curiosité au lancement par certains journaux grecs des bruits d'abdication que l'on connaît. Les philhellènes les plus résolus ne pourront aussi bien redevenir complètement philhellènes que le jour où la Grèce sera redevenue venizéliste.

M. M.

Voix britanniques

Londres, 3 mai.

Le Times écrit :

« L'Allemagne comprend-elle enfin que depuis deux ans et demi sa conduite équivaut à un suicide ? C'est peu probable, quoique son seul espoir soit d'agir honnêtement à l'égard de ses créanciers et de renoncer à sa tactique de banqueroutier frauduleux. Si elle persiste dans son attitude, elle confirmera les suspicions des Alliés et les contraindra à prendre des précautions pour obtenir le paiement de leur dû. »

« Nous sommes contents, écrit le Morning Post, que les Alliés se soient mis d'accord sur une action commune. Les négociations se prolongent sur des questions de détail, mais le fait que l'accord existe sur la principale question qui est d'exiger que l'Allemagne répare et de l'y contraindre, est une bonne nouvelle pour les amis de l'Entente. »

Jean Diebolt s'était détourné :

—

Il

s'était

détourné.

Il

s'était

soudain,

irrité

contre

le

valet,

qui

les

avait

surpris

peut-être :

—

Que

faits-tu là, fainéant ? Je t'attends

depuis

une

grande

heure.

Michel

ne

répondit

pas.

Sous

sa

tignasse

rousse,

ses

yeux

clignotèrent

avec

une

grimace

qui

voulait

être

expressive.

C'était

un

garçon

sournois.

Au

village,

il

passait

un

peu

d'esprit

et

les

filles

se

moquaient

de

lui.

Pour

se

venger

d'elles,

il

songeait

à

faire

la

cour

à

l'étrangère.

Mais

je

ne

me

suis

pas

toujours

un

bien

bon

jeune

homme

qui

a

bien

tous

les

autres

et

je

ne

suis

pas

toujours

un

bon

jeune

homme

qui

a

bien

tous

les

autres

et

je

ne

suis

pas

toujours

un

bon

jeune

homme

qui

a

bien

tous

les

autres

et

je

ne

suis

pas

toujours

un

bon

jeune

homme

qui

a

bien

tous

les

autres

et

je

ne

suis

pas

toujours

un

bon

jeune

homme

qui

a

public l'a fréquentée et l'on me dit que la vente a été fructueuse.

L'Alliance française qui, l'an dernier, a notablement accréti le nombre de ses membres, déploie une activité réjouissante. Depuis qu'elle est logée dans son immeuble du Zeltweg, elle a pu, à côté de ses salles le bibliothèque et de réunion, héberger la Société des Alsaciens-Lorrains, les Etudiants français et les Bellettriens zurichois. Cet hiver elle a institué des cours de français à l'usage des enfants et un cours de littérature française qu'a donné Mme Picard-Denis, agrégée de l'Université de France. Je vous ai entendu, au fur et à mesure qu'elles se sont produites, des belles conférences de MM. les professeurs Denis et Lichtenberger, des hommes de lettres Duhamel et Paul Géraldy et tout récemment du général Aubier. Hier c'est le Consul général de France, M. René Ristelhuber qui a fait une causerie très attrayante sur la Syrie.

Personne n'était mieux qualifié que M. Ristelhuber pour parler de ce pays où il a été plusieurs années Consul de France. En outre, M. Ristelhuber est l'auteur d'un remarquable ouvrage publié chez Alcan en 1918, *Traditions françaises au Liban*. Tout récemment il a fait paraître une brochure *Louis XIV et l'Eglise des maronites à Alep* (1). Aussi son exposé, illustré de projections lumineuses a été fort vivant. Il nous a montré les étranges rapports qui existaient entre ce coin de terre asiatique et la France, depuis les Croisades; il a décrit le pays et les habitants et fait leur histoire. A la fin il a montré l'œuvre admirable accomplie par le général Gouraud depuis que la France a un mandat sur cette contrée. Un très nombreux auditoire n'a pas ménagé ses applaudissements à M. Ristelhuber qui a parlé en historien, allant droit au fait. C'est ce qu'aime notre public zurichois.

A. G.

(1) Paris, Edouard Champion, 1921.

Les réparations

AU CONSEIL SUPRÈME:
LES DERNIÈRES DÉCISIONS

Londres, 2 mai.

La séance du Conseil suprême de lundi soir a duré près de quatre heures. L'accord s'est établi sur les dispositions essentielles d'une résolution qui sera arrêtée demain matin.

Cette résolution comprendra d'abord le rappel des manquements de l'Allemagne à ses obligations en ce qui concerne le désarmement, le jugement des coupables et les dispositions spéciales pour le paiement de douze milliards de marks or à l'échéance du 1er mai.

La résolution déclarera ensuite que les Alliés sont en conséquence fondés à prendre immédiatement les mesures suivantes:

1. Les puissances alliées décident de prendre toutes les mesures militaires en vue d'une occupation de la vallée de la Ruhr, au moyen des forces alliées sur le Rhin, et, dans ce but, de commencer immédiatement l'appel et la concentration des contingents français supplémentaires jugés nécessaires.

2. Afin de ne pas s'écartier de la scrupuleuse observation du traité, les gouvernements alliés invitent la commission des réparations à fixer, sans délai, sur les bases de Part 233 du traité les modalités de paiement de la dette allemande et à en donner notification au gouvernement allemand, en même temps que du montant total de cette dette, dans un délai maximum de quatre jours, c'est-à-dire avant le 7 mai.

Dans ce même laps de temps, les gouvernements alliés notifientront à l'Allemagne les garanties jugées par eux nécessaires.

Pour assurer l'exécution de ses obligations, ils lui adresseront une sommation d'avoir à procéder au jugement des coupables et à terminer son désarmement dans les six jours qui suivront, c'est-à-dire le 13 mai. L'Allemagne pourra faire connaître valablement son acceptation sans réserve des dispositions et décisions notifiées tant par la commission des réparations que par les gouvernements alliés.

Si l'Allemagne refuse de se soumettre, l'occupation de la vallée de la Ruhr, dont la préparation aura été poursuivie sans interruption, et achevée pendant cette période, s'effectuera immédiatement et automatiquement dès le 17 mai. Elle ne cessera qu'après que l'Allemagne aura accompli toutes ses obligations.

Le seul point encore en suspens a trait aux garanties en dehors du paiement immédiat d'un milliard de marks or, qui constitue la réserve de la Reichsbank et de la mobilisation des valeurs étrangères que possèdent les nationaux allemands. La délégation française, pour garantir le paiement des onze milliards restants, a demandé l'institution, à Berlin, d'une commission chargée de surveiller toute l'exécution du traité, et elle fait de la création

de cet organisme une condition sine qua non.

Du côté anglais, on manifeste une opposition marquée contre cette innovation, à laquelle on reproche de trop ressembler à la commission de la dette ottomane.

LES CLAUSES ÉCONOMIQUES

(Sp.) Londres, 3 mai.

De l'envoyé spécial de l'agence Havas:

La partie économique de la résolution soumise à l'examen des experts déclare que le paiement de la dette allemande sera effectué au moyen de l'émission et de la délivrance à la commission des réparations d'obligations de 3 catégories que nous attendons vain.

Italie

Milan, 3 mai.

Les journaux annoncent que la réunion du conseil national du parti socialiste a été fixée au 5 mai. La direction du parti, dans un communiqué, souligne l'importance de la réunion de laquelle dépendra la participation à la lutte électorale du 15 mai ou l'abstention du parti.

L'Allemagne devra accepter de consacrer chaque année à l'extinction de sa dette par amortissements:

1. Une somme de 2 milliards de marks or.

2. L'équivalent de 25 % de ses exportations.

Elle devra verser dans un délai très court 150 millions de marks en or ou en devises étrangères et 650 millions de marks or dans les trois mois.

Le projet prévoit ensuite l'institution, sous le contrôle de la commission des réparations, de la commission de garantie, à laquelle se trouveront représentées toutes les puissances alliées, y compris les Etats-Unis d'Amérique. Une représentation des Etats neutres qui auraient souscrit aux obligations allemandes est également prévue. L'Allemagne pourrait apporter en outre des prestations en nature et en main-d'œuvre pour assurer le relèvement des régions dévastées. Leur valeur sera portée à son crédit.

L'avantage de ce projet, ajoute l'envoyé spécial de l'agence Havas, est d'assurer la mobilisation de la dette allemande sous forme d'obligations du Reich, présentant des garanties et pourront être mises sur le marché mondial. Ces obligations pourraient être placées chez les neutres, l'Allemagne deviendrait ainsi responsable de sa dette non plus seulement envers les Alliés mais envers tous les souscripteurs de ses obligations. Si donc l'Allemagne fait défaut à ses engagements, elle compromettrait irrémédiablement son crédit dans le monde.

UN TRIOMPHE MUSICAL

Milan, 3 mai.

A l'occasion de la première représentation de l'opéra de Mascagni *Petit Marat*, joué au théâtre Costanzi et dirigé par l'auteur, le public a fait des ovations enthousiastes à Mascagni et réclamé l'hymne royal, qui fut joué sous sa direction au milieu de vives acclamations.

Grèce

Athènes, 3 mai.

Le *Corriere della Sera* reproduit le bruit selon lequel la direction du syndicat des cheminots aurait décidé de proclamer la grève générale des cheminots pour les 14 et 15 mai si les socialistes s'abstinent de participer à la lutte. Le gouvernement prendrait des mesures contre cette tentative.

Elections

Milan, 3 mai.

Les journaux annoncent que la réunion du conseil national du parti socialiste a été fixée au 5 mai. La direction du parti, dans un communiqué, souligne l'importance de la réunion de laquelle dépendra la participation à la lutte électorale du 15 mai ou l'abstention du parti.

L'Allemagne devra accepter de consacrer chaque année à l'extinction de sa dette par amortissements:

1. Une somme de 2 milliards de marks or.

2. L'équivalent de 25 % de ses exportations.

Elle devra verser dans un délai très court 150 millions de marks en or ou en devises étrangères et 650 millions de marks or dans les trois mois.

Le projet prévoit ensuite l'institution, sous le contrôle de la commission des réparations, de la commission de garantie, à laquelle se trouveront représentées toutes les puissances alliées, y compris les Etats-Unis d'Amérique. Une représentation des Etats neutres qui auraient souscrit aux obligations allemandes est également prévue. L'Allemagne pourrait apporter en outre des prestations en nature et en main-d'œuvre pour assurer le relèvement des régions dévastées. Leur valeur sera portée à son crédit.

L'avantage de ce projet, ajoute l'envoyé spécial de l'agence Havas, est d'assurer la mobilisation de la dette allemande sous forme d'obligations du Reich, présentant des garanties et pourront être mises sur le marché mondial. Ces obligations pourraient être placées chez les neutres, l'Allemagne deviendrait ainsi responsable de sa dette non plus seulement envers les Alliés mais envers tous les souscripteurs de ses obligations. Si donc l'Allemagne fait défaut à ses engagements, elle compromettrait irrémédiablement son crédit dans le monde.

Relations interuniversitaires

Milan, 3 mai.

Le *Corriere della Sera* reproduit le bruit selon lequel la direction du syndicat des cheminots aurait décidé de proclamer la grève générale des cheminots pour les 14 et 15 mai si les socialistes s'abstinent de participer à la lutte. Le gouvernement prendrait des mesures contre cette tentative.

Elections

Milan, 3 mai.

Les journaux annoncent que la réunion du conseil national du parti socialiste a été fixée au 5 mai. La direction du parti, dans un communiqué, souligne l'importance de la réunion de laquelle dépendra la participation à la lutte électorale du 15 mai ou l'abstention du parti.

L'Allemagne devra accepter de consacrer chaque année à l'extinction de sa dette par amortissements:

1. Une somme de 2 milliards de marks or.

2. L'équivalent de 25 % de ses exportations.

Elle devra verser dans un délai très court 150 millions de marks en or ou en devises étrangères et 650 millions de marks or dans les trois mois.

Le projet prévoit ensuite l'institution, sous le contrôle de la commission des réparations, de la commission de garantie, à laquelle se trouveront représentées toutes les puissances alliées, y compris les Etats-Unis d'Amérique. Une représentation des Etats neutres qui auraient souscrit aux obligations allemandes est également prévue. L'Allemagne pourrait apporter en outre des prestations en nature et en main-d'œuvre pour assurer le relèvement des régions dévastées. Leur valeur sera portée à son crédit.

L'avantage de ce projet, ajoute l'envoyé spécial de l'agence Havas, est d'assurer la mobilisation de la dette allemande sous forme d'obligations du Reich, présentant des garanties et pourront être mises sur le marché mondial. Ces obligations pourraient être placées chez les neutres, l'Allemagne deviendrait ainsi responsable de sa dette non plus seulement envers les Alliés mais envers tous les souscripteurs de ses obligations. Si donc l'Allemagne fait défaut à ses engagements, elle compromettrait irrémédiablement son crédit dans le monde.

Recours en grâce

Milan, 3 mai.

Le *Corriere della Sera* reproduit le bruit selon lequel la direction du syndicat des cheminots aurait décidé de proclamer la grève générale des cheminots pour les 14 et 15 mai si les socialistes s'abstinent de participer à la lutte. Le gouvernement prendrait des mesures contre cette tentative.

Elections

Milan, 3 mai.

Le *Corriere della Sera* reproduit le bruit selon lequel la direction du syndicat des cheminots aurait décidé de proclamer la grève générale des cheminots pour les 14 et 15 mai si les socialistes s'abstinent de participer à la lutte. Le gouvernement prendrait des mesures contre cette tentative.

Relations interuniversitaires

Milan, 3 mai.

Le *Corriere della Sera* reproduit le bruit selon lequel la direction du syndicat des cheminots aurait décidé de proclamer la grève générale des cheminots pour les 14 et 15 mai si les socialistes s'abstinent de participer à la lutte. Le gouvernement prendrait des mesures contre cette tentative.

Elections

Milan, 3 mai.

Le *Corriere della Sera* reproduit le bruit selon lequel la direction du syndicat des cheminots aurait décidé de proclamer la grève générale des cheminots pour les 14 et 15 mai si les socialistes s'abstinent de participer à la lutte. Le gouvernement prendrait des mesures contre cette tentative.

Relations interuniversitaires

Milan, 3 mai.

Le *Corriere della Sera* reproduit le bruit selon lequel la direction du syndicat des cheminots aurait décidé de proclamer la grève générale des cheminots pour les 14 et 15 mai si les socialistes s'abstinent de participer à la lutte. Le gouvernement prendrait des mesures contre cette tentative.

Elections

Milan, 3 mai.

Le *Corriere della Sera* reproduit le bruit selon lequel la direction du syndicat des cheminots aurait décidé de proclamer la grève générale des cheminots pour les 14 et 15 mai si les socialistes s'abstinent de participer à la lutte. Le gouvernement prendrait des mesures contre cette tentative.

Relations interuniversitaires

Milan, 3 mai.

Le *Corriere della Sera* reproduit le bruit selon lequel la direction du syndicat des cheminots aurait décidé de proclamer la grève générale des cheminots pour les 14 et 15 mai si les socialistes s'abstinent de participer à la lutte. Le gouvernement prendrait des mesures contre cette tentative.

Elections

Milan, 3 mai.

Le *Corriere della Sera* reproduit le bruit selon lequel la direction du syndicat des cheminots aurait décidé de proclamer la grève générale des cheminots pour les 14 et 15 mai si les socialistes s'abstinent de participer à la lutte. Le gouvernement prendrait des mesures contre cette tentative.

Relations interuniversitaires

Milan, 3 mai.

Le *Corriere della Sera* reproduit le bruit selon lequel la direction du syndicat des cheminots aurait décidé de proclamer la grève générale des cheminots pour les 14 et 15 mai si les socialistes s'abstinent de participer à la lutte. Le gouvernement prendrait des mesures contre cette tentative.

Elections

Milan, 3 mai.

Le *Corriere della Sera* reproduit le bruit selon lequel la direction du syndicat des cheminots aurait décidé de proclamer la grève générale des cheminots pour les 14 et 15 mai si les socialistes s'abstinent de participer à la lutte. Le gouvernement prendrait des mesures contre cette tentative.

Relations interuniversitaires

Milan, 3 mai.

Le *Corriere della Sera* reproduit le bruit selon lequel la direction du syndicat des cheminots aurait décidé de proclamer la grève générale des cheminots pour les 14 et 15 mai si les socialistes s'abstinent de participer à la lutte. Le gouvernement prendrait des mesures contre cette tentative.

Elections

Milan, 3 mai.

Le *Corriere della Sera* reproduit le bruit selon lequel la direction du syndicat des cheminots aurait décidé de proclamer la grève générale des cheminots pour les 14 et 15 mai si les socialistes s'abstinent de participer à la lutte. Le gouvernement prendrait des mesures contre cette tentative.

Relations interuniversitaires

Milan, 3 mai.

Le *Corriere della Sera* reproduit le bruit selon lequel la direction du syndicat des cheminots aurait décidé de proclamer la grève générale des cheminots pour les 14 et 15 mai si les socialistes s'abstinent de participer à la lutte. Le gouvernement prendrait des mesures contre cette tentative.

Elections

Milan



SPECTACLES CONCERTS
CONFÉRENCES SOCIÉTÉS

GRAND THÉÂTRE
(Direction : Paul TAPIE, 2e année)

Mercredi 4 mai 1921, à 8 h. 1/2 du s.

GRAND CONCERT

donné par la célèbre artiste

Maria KOUSNEZOFF

de l'Opéra de Paris

et du Théâtre Impérial de Pétrograde et

Georges POSENKOWSKY

le ténor du Théâtre impérial de Pétrograde

Oeuvres en français, russe et italien.

KURSAAL DE LAUSANNE

Séance de clôture. Dernières représentations

Tous les soirs, à 20 h. 30

Jeudi 5 mai (Ascension) et dimanche 8 mai

Deux dernières matinées à 14 h. 30

Le plus gros succès de l'ouverture de l'année :

Le Mariage de l'Assesseur

Pièce vaudoise à grand spectacle en 5 actes et 9 tableaux de J. Monnet et E. Tissot.

(Suite de *Farey, Grogne et l'Assesseur à l'Exposition de Paris*).

Décor nouveaux. — Costumes spéciaux.

Le baryton Lapardière. — 4 ballets.

Location magasin de tabacs Hipp, Grand-Pont 10.

Téléphone 22.90.

Dimanche 8 mai, à 20 h. 30 : 22e et irrégulièrement dernière représentation. 522

Maison du Peuple Vendredi 6 mai 1921

a 20 h. 15 min.

Soirée musicale et littéraire

organisée par le

Groupe romand de la Fédération suisse des

sociétés en faveur du Fonds Dufour

Billets à fr. 3.—, 2.— et 1.— chez Fectisch. 5098

Armée du Salut - Lausanne

FÊTE DE L'ASCENSION

Jeudi 5 mai

SALLE DE TIVOLI

Rassemblement - Démonstration

présidée par le

Lieut.-Commissaire et Mme PEYRON

accompagné par les officiers d'Etat-Major et du

Champ de Bataille de la Suisse romande.

Reunions 10 heures — 15 heures et — 20 heures.

13 h. 30. Démonstration de Jeunesse

Nombreuses fanfares et chorales.

VENEZ TOUS

Dimanche 8 mai : **SALLE DE TIVOLI**

Le chef d'Etat-Major de l'Armée du Salut

Toute la journée.

Musée cantonal des Beaux-Arts

Réouverture le VENDREDI 6 MAI,

à 10 heures.

Vente de chicorée

Le samedi 7 mai 1921, à 11 heures du matin, à la

Rue du Lion d'Or 4, à Lausanne, l'Office des Pursuites soussignée vendra en première enchère et au comptant :

Env. 5000 kilos chicorée des Trappistes, taxes fr. 3000.—

Lausanne, le 2 mai 1921.

L'Office des Pursuites de Lausanne :

H. Reymondin, empl.

Vente d'un tapis Aubusson

Le samedi 7 mai 1921, dès 9 heures du matin, sous la

Grenier, à Lausanne, l'Office des Pursuites

soussignée vendra au comptant, en deuxième en-

chére et au plus offrant :

Un tapis aubusson, taxé fr. 12.000.—

Lausanne, le 2 mai 1921.

L'Office des Pursuites de Lausanne :

H. Reymondin, empl.

Office des poursuites

Vente de cuirs

Le vendredi 6 mai 1921, dès 14 heures, dans les

entrepôts de la maison Véron, Grauer & Cie, des Buis 12, à Genève, aura lieu la vente aux en-

cherches publiques et au comptant de :

13 balots cuir, soit 2000 kilos, mise à prix fr. 4.—

4 caisses soit 12 douzaines peaux vachettes, repré-

sentant 455 kilos, mise à prix fr. 4.— le kilo.

3 balots peaux basanes, soit 97 douzaines, repré-

sentant 5400 pieds, mise à prix 75 centimes le pied.

4 caisses chevreaux, soit 18 douzaines, repré-

sentant 15227 pieds 6, mise à prix fr. 2.20 le pied.

8 balots peaux basanes, soit 167 douzaines, repré-

sentant 17326 pieds, mise à prix 75 centimes le pied.

6 caisses peaux veaux blanches, soit 950 kilos, mise à prix fr. 15.— le kilo.

Le même jour, dès 16 heures, dans les entrepôts

de la maison Véron, Grauer & Cie, des Buis 43 :

11 caisses peaux chamois noires pour compagnie

ou belle doubleure, soit 302 douzaines, représentant

254581 pieds, mise à prix 50 centimes le pied.

7 balles vachettes, soit 198 kilos 200 gr. mise à

fr. 5.— le kilo.

12 balles moutons noirs glacés à doublures, soit

261 douzaines, représentant 29830 pieds, mise à

fr. 40 centimes le pied.

Pour l'Office : G. Mottier, huissier.

Hôtel Schweizerhof Mandersieck

Ouverture 8 mai

A VENDRE

5 presses excentriques Boral. Profil de 20-40 et 60 tonnes à volant. Bon état.

1 moteur électrique 20 HP., Oerlikon, 220 volts 50 périodes, 1400 tours, démarreur à l'huile, tableau

impériale et interrupteur. Bon état de marche.

1 perceuse électrique Oerlikon, 220 volts, pour tourne pour perçage sur plateau.

1 meuleuse électrique Oerlikon, 220 volts, pour tourne.

Conditions avantageuses. Offres écrites sous

52278 L. à Publicitas, Lausanne.

Bains de Passugg sur Coire

Ouverture le 10 mai.

MAISON Petite Blonde

Le plus bas prix du jour !
le plus grand choix
et les meilleures qualités

Nos tissus garantis anglais, tous nos stocks seront vendus avec grande baisse.

Tissus de coton voile (éponge), 1.45 gabardine lainette, depuis le m.

Couturiers.

Tailleurs à disposition à bas prix.

S. FREIDENREICH.

Haldimand 8, au 1^{er}

Comprenez bien
voire propre intérêt

en concluant aucun achat d'automobile avant d'avoir demandé les offres, et renseignements complets et détaillés

sur la voiture la plus économique :

, CHEVROLET " ou sur la
6 cylindres Rationnelle

, OAKLAND " offres, renseignements et démonstrations vous sont offerts, sans aucun engagement anticipé de votre part, par

L'AGENCE EXCLUSIVE

Garage des Eaux-Vives S. A.
GENÈVE

Société suisse d'assurance contre la grêle

Reserves disponibles Fr. 9,668,958.28 Indemnités payées en 1920 Fr. 1,570,076.90 Indemnités payées depuis la fondation de la Société Fr. 25,444,583.70

Les assurés de l'année dernière qui n'ont pas dénoncé leur contrat de sociétaire, aux termes de l'art. 8 des statuts, sont invités à renouveler leurs assurances dans le délai prescrit par l'art. 27 des conditions.

Les sociétaires sont particulièrement rendus attentifs au fait que la garantie de la société, stipulée par l'art. 18 des conditions, pour des dommages pouvant survenir au printemps, avant la conclusion de la nouvelle assurance, est limitée à l'époque avant le 21 mai. Cette garantie s'étend à toutes les cultures à l'exception des fruits, des betteraves, des betteraves à fourrager et des betteraves à sucre.

S'avançant à 7 du dit article 18, tous les dommages survenant après le 20 mai ne sont pas considérés indemnisés que si, à l'époque où la chute de grêle a eu lieu, la nouvelle assurance était déjà en vigueur en vertu de l'art. 7 des nouveaux statuts.

S'avançant à 7 du dit article 18, tous les dommages survenant après le 20 mai ne sont pas considérés indemnisés que si, à l'époque où la chute de grêle a eu lieu, la nouvelle assurance était déjà en vigueur en vertu de l'art. 7 des nouveaux statuts.

Société suisse d'assurance contre la grêle Le Directeur : E. LUTZ.

Le Directeur : E. LUTZ.

Collectionneurs, le nouveau catalogue, vers 1921 sera à la vente au 10 juillet, à la librairie Guérin, rue de la Paix, 10, à Genève.

Le Directeur : E. LUTZ.

Collectionneurs, le nouveau catalogue, le 10 juillet, à la vente au 10 juillet, à la librairie Guérin, rue de la Paix, 10, à Genève.

Le Directeur : E. LUTZ.

Collectionneurs, le nouveau catalogue, le 10 juillet, à la vente au 10 juillet, à la librairie Guérin, rue de la Paix, 10, à Genève.

Le Directeur : E. LUTZ.

Collectionneurs, le nouveau catalogue, le 10 juillet, à la vente au 10 juillet, à la librairie Guérin, rue de la Paix, 10, à Genève.

Le Directeur : E. LUTZ.

Collectionneurs, le nouveau catalogue, le 10 juillet, à la vente au 10 juillet, à la librairie Guérin, rue de la Paix, 10, à Genève.

Le Directeur : E. LUTZ.

Collectionneurs, le nouveau catalogue, le 10 juillet, à la vente au 10 juillet, à la librairie Guérin, rue de la Paix, 10, à Genève.

Le Directeur : E. LUTZ.

Collectionneurs, le nouveau catalogue, le 10 juillet, à la vente au 10 juillet, à la librairie Guérin, rue de la Paix, 10, à Genève.

Le Directeur : E. LUTZ.

Collectionneurs, le nouveau catalogue, le 10 juillet, à la vente au 10 juillet, à la librairie Guérin, rue de la Paix, 10, à Genève.

Le Directeur : E. LUTZ.

Collectionneurs, le nouveau catalogue, le 10 juillet, à la vente au 10 juillet, à la librairie Guérin, rue de la Paix, 10, à Genève.

Le Directeur : E. LUTZ.

Collectionneurs, le nouveau catalogue, le 10 juillet, à la vente au 10 juillet, à la librairie Guérin, rue de la Paix, 10, à Genève.

Le Directeur : E. LUTZ.

LES DERNIERES NOUVELLES DE LA NUIT

Les faits du jour

La crise est passée. Une fois de plus l'Entente est sauvée. Hier, le *Temps* lui-même ne cachait pas son mécontentement. Il reprochait, avec quelque raison, à la diplomatie britannique d'avoir couru mémoire, il allait jusqu'à l'accuser d'avoir conduit l'Entente dans l'impassé où elle se trouvait.

Il conclut :

En somme, depuis deux ans au moins, il y a deux politiques des réparations : d'une part, la politique française, rude en apparence, humaine et pacifique au fond, qui tend au paiement rapide et à la paix continentale dont la France a besoin ; et d'autre part la politique anglaise, que nous nous abstiens d'apprécier. Le contraste persiste actuellement à Londres, et l'on verra les fruits du nouveau retard que la France est obligée de subir.

Puisqu'il faut instruire l'opinion mondiale, voici instruite.

Mais il y a bien longtemps que l'opinion mondiale est instruite.

Hier donc, la crise était aiguë. Aujourd'hui, heureusement, les nouvelles sont rassurantes. M. Briand est sorti sans trop de dommages d'une situation particulièrement scabreuse. Une méthode unique est enfin adoptée et si elle a l'inconvénient d'avoir causé un nouveau retard dans l'exécution des sanctions, elle a l'avantage d'être, au point de vue économique, beaucoup plus précise que ses devancières. Le système adopté par l'Allemagne non plus seulement aux Alliés mais aux neutres puisque la mobilisation de la dette est assurée sous forme d'obligations du Reich qui peuvent être placées sur le marché mondial. « Si donc l'Allemagne, constate l'agence Havas, fait défaut à ses engagements, elle compromettra irrémédiablement son crédit dans le monde. »

D'autre part la taxe sur les exportations est élevée de 12 à 25% et les versements que l'Allemagne doit faire sont à brève échéance.

On constate donc que le Reich n'a rien gagné à égarter.

La réponse des Etats-Unis, dont on possède le texte intégral, est catégorique. Il y est clairement dit que le gouvernement de Washington considère insuffisantes les propositions allemandes. Il y est également déclaré que les Etats-Unis ne se feront en aucun cas les porte-parole de l'Allemagne.

Il reste à savoir quel rôle va jouer l'adoption de la résolution Knox déclarant le rétablissement de l'état de paix. Les journaux allemands en poussent des cris de joie, mais cette joie n'a pas l'air bien assurée.

Le Reich va-t-il se décider à faire, ou exercer, des propositions acceptables ou laissera-t-il jouer les sanctions ?

Dans un cas comme dans l'autre, les Alliés sont maintenant prêts. Le plan militaire et naval qu'on exposé le maréchal Foch et l'amiral Naval est clair. La mobilisation française s'effectue normalement et M. Briand navigue vers la France. Retour point triomphal, sans doute, mais les vacances de la Chambre lui permettront de se reprendre et de justifier à tête reposée sa politique.

* * *

Le grave problème qui se posait aux ministres alliés les a contraints à négliger le sort de la Haute-Silésie dont on devait s'occuper à Londres. Elle se rappelle pour souvenir des puissances. Des troubles paraissent graves viennent d'y éclater. Jamais depuis le plébiscite le pays n'a joui d'un état même relatif. Il a été urgent de trancher la question avant qu'elle tourne au tragique et de déterminer enfin la part de chacun des deux Etats rivaux. L'intense propagande allemande et ses déclarations réitérées d'exiger toute la Haute-Silésie ont fini par mettre le feu aux poudres.

Les réparations

SATISFACTION FRANÇAISE

Paris, 3 mai.

La nouvelle du rappel de la classe 19 a été accueillie avec un calme absolu par la population ouvrière parisienne.

La presse se félicite de la tournée prise lundi par la conférence de Londres et rend hommage unanimement à M. Briand, pour sa souplesse, sa fermeté, son habileté et sa ténacité, grâce auxquelles il sauvegarde les intérêts de la France. Elle approuve généralement les concessions faites par le souci de maintenir intact le bloc des Alliés.

Les journaux remarquent d'ailleurs que ces concessions permirent à la France de voir enfin reconnaître la plénitude de la dette allemande.

Les résolutions adoptées aux conseils généraux continuent à affirmer l'unanimité de l'opinion française touchant la question des réparations. Presque tous les conseils généraux votèrent des ordres du jour invitant M. Briand à poursuivre sa politique énergique et décisive.

L'ATTITUDE DU COMTE SFORZA

Londres, 3 mai.

Selon le *Times*, lundi, lors de la réunion du comité de rédaction, le comte Sforza a appuyé M. Briand quand celui-ci a demandé que la note à l'Allemagne fût rédigée en termes énergiques, tandis que lord Curzon avait tendance à les atténuer. Au Conseil suprême, le comte Sforza a parlé en faveur de la France, soutenant le bien-fondé de ses revendications.

L'OCUPATION DE LA RUHR

Berlin, 3 mai.

On mande de Dusseldorf au *Berliner Lokal-Anzeiger* que des poteaux indicateurs faciliteront la marche en avant des troupes devant occuper le territoire de la Ruhr. Plusieurs centaines de logements seraient déjà prêts à recevoir les officiers français. D'autre part la ville de Dusseldorf a reçu l'ordre de faire le nécessaire en vue de la construction d'une caserne destinée aux troupes françaises d'occupation.

LA RÉPONSE DES ETATS-UNIS

Londres, 3 mai.

M. Briand a connu mercredi la réponse du gouvernement américain à la note allemande. La netteté du ton de cette réponse est très favorablement commentée dans les milieux français de la conférence.

L'INTÉRÊT DES COMMONERS

Londres, 3 mai.

A la Chambre des Communes, M. Chamberlain répond à une question sur les travaux du Conseil suprême. Il expose brièvement les questions examinées le matin et les décisions prises.

A la question : « Le gouvernement a-t-il reçu officiellement des propositions allemandes ? » il répond : « Aucune proposition n'a été officiellement présentée au Conseil suprême. »

Demande : « Y a-t-il des mesures militaires prises par le gouvernement pour la mobilisation de la marine et quelles dépendances ont été faites et seront faites avant les débats de jeudi ? »

M. Chamberlain répond négativement.

LES MESURES MILITAIRES

Londres, 3 mai.

(Officiel.) La Conférence interalliée s'est réunie à Downing Street à 11 h. Elle a examiné avec le maréchal Foch, l'amiral Beatty, le vice-amiral Grasset, chef d'état-major de la marine française, le général Maginot, chef d'état-major de l'armée belge, le colonel Marietti (Italie) et Watanabe (Japon), les mesures militaires et navales à prendre éventuellement contre l'Allemagne si elle continue à se soustraire à ses obligations.

Une série de mesures ont été arrêtées pour l'occupation de la Ruhr. Le plan a été approuvé.

LA SÉANCE DE MERCREDI MATIN

(Sp.) Londres, 3 mai.

De l'envoyé spécial de l'agence Havas : La séance du Conseil suprême s'est terminée vers 13 h. Le maréchal Foch a exposé avec clarté les conditions de l'occupation éventuelle de la Ruhr avec la collaboration de toutes les forces alliées. Dès que les contingents français non encore appellés seront rassemblés à pied d'œuvre, la manœuvre pourra se faire automatiquement. Le plan militaire a été adopté sans aucune modification.

L'amiral Beatty et le vice-amiral Grasset ont exposé les opérations navales qui, outre l'occupation de la Ruhr, pourront être exécutées par les deux flottes. Les opérations envisagées prévoient soit le blocus de l'Allemagne, soit l'occupation de Hambourg avec la coopération des forces de terre.

Aucune modification n'a été apportée au texte de la résolution du Conseil suprême qui sera publiée après la dernière réunion de celui-ci et dont on connaît déjà les grandes lignes.

De leur côté, les experts financiers achaèvent la rédaction du memorandum sur les conditions et les garanties du paiement de l'Allemagne que la commission des réparations va notifier à l'Allemagne dans les quatre jours.

Le Conseil suprême a adressé un télégramme à l'Amérique pour l'inviter à se faire de nouveau représenter dans les conseils interalliés, Conseil suprême, Conférence des ambassadeurs, Commission des réparations.

Le Conseil suprême devra encore approuver le programme financier puis il se séparera.

M. Briand quittera probablement Londres mercredi matin.

Le Conseil suprême a été mis au courant du résultat des sanctions économiques prescrites et il a pu constater leur succès. En effet, les recettes de la ligne douanière rhénane ont atteint en un mois la somme de 150 millions de marks-papier, ce qui équivaut à 500 millions de marks-or par an.

CELLE DE L'APRÈS-MIDI : ACCORD COMPLET

Londres, 3 mai.

(Officiel.) La conférence du Conseil suprême s'est encore réunie en séance mardi après-midi de 15 h. à 20 h. Elle est parvenue à un accord complet sur le fond de la communication des Alliés à l'Allemagne. Une commission de rédaction préparera le texte de ce document.

(Sp.) Londres, 3 mai.

L'envoyé spécial de l'agence Havas communique :

« Le Conseil suprême a levé sa séance à 20 h. après avoir décidé de convoquer à Londres M. Louis Dubois, président de la Commission des réparations, et MM. Delacroix, Salvagno, Raggi et sir John Bradbury, membres de cette commission à disposition. La Commission venant siéger à Londres pourra prendre des décisions conformément au plan du Conseil suprême et des clauses du traité de Versailles. Cette procédure permettra de notifier dans le délai prévu, c'est-à-dire jusqu'au 10 mai, les modalités de paiement de l'Allemagne.

Dans la séance de mardi après-midi on a encore mis au point les détails de la partie technique du projet, tels que les attributions du comité de garantie, le type des obligations qui seront variables, etc. Une autre réunion aura lieu mercredi dans la journée pour l'enregistrement du protocole qui doit être communiqué à l'Allemagne. L'accord est complet. »

L'Italie et les Tyroliens

Bozen, 3 mai.

Un manifeste du commissaire civil général Credaro condamne les provocations faites à l'égard de la population germano-tyrolienne et déclare qu'il usera de toute son influence personnelle afin que satisfaction soit donnée aux Allemands du sud et du Trentin, et pour que toute envie soit enlevée aux autres fascisti de bombarder avec des grenades à main des gens qui vivent paisiblement.

D'après *Ridley Kray*, M. Glauber, professeur à la Faculté de médecine d'Odessa, et son assistant se sont suicidés en laissant le billet suivant : « Nous nous rendons dans un autre monde, où il n'y a pas de famine. »

Paris, 3 avril.

La Banque française pour le Brésil s'est déclarée en faillite.

Bulletin téléphonique DE PARIS

(Service spécial de la Gazette de Lausanne)

LA VICTOIRE DIFFICILE

Londres, 3 mai.

M. Briand a connu mercredi la réponse du gouvernement américain à la note allemande. La netteté du ton de cette réponse est très favorablement commentée dans les milieux français de la conférence.

Haute-Silésie

NOUVEAUX TROUBLES

L'agence Wolff communique les dépêches suivantes touchant des événements qu'elle qualifie d'insurrectionnelles :

Beuthen, 3 mai.

Mardi matin de bonne heure des insurgés armés ont fait leur apparition ; ils ont occupé les places publiques et arrêté la circulation des piétons. Des soldats français parcourent la ville. Des tanks ont été placés aux croisements des tramways. Le drapeau polonais a été hissé sur l'hôtel Lomnitz, quartier général de Korfants.

Kattowitz, 3 mai.

Après une fusillade très nourrie, les insurgés sont parvenus à occuper les baraquements du Wildpark et à faire prisonniers les fonctionnaires qui s'y trouvaient.

Un détachement d'insurgés pénétra dans les bâtiments de la direction de police qui, une heure après, fut délivré par un capitaine français. Les bureaux de la rédaction de l'agence *Volkswillen* ont été détruits par des grenades à main. Parmi les révoltés on remarque des soldats de l'armée de Haller. La police bleue des localités allemandes avoisinantes ainsi que les fonctionnaires se sont enfuis. Toutes les communications avec Pless et Rybnik sont coupées depuis lundi soir.

Kattowitz, 3 mai.

Après une fusillade très nourrie, les insurgés sont parvenus à occuper les baraquements du Wildpark et à faire prisonniers les fonctionnaires qui s'y trouvaient. Un détachement d'insurgés pénétra dans les bâtiments de la direction de police qui, une heure après, fut délivré par un capitaine français. Les bureaux de la rédaction de l'agence *Volkswillen* ont été détruits par des grenades à main. Parmi les révoltés on remarque des soldats de l'armée de Haller. La police bleue des localités allemandes avoisinantes ainsi que les fonctionnaires se sont enfuis. Toutes les communications avec Pless et Rybnik sont coupées depuis lundi soir.

Oppeln, 3 mai.

Sans se soucier des tanks, les insurgés ont ouvert une vive fusillade dans toute la ville aux environs de 8 heures du matin, fusillade qui paraît durer en dépit de l'état de siège décreté. Le trafic ferroviaire et des tramways a été suspendu. Les insurgés ont fait sauter deux ponts de chemins de fer près de Oberglaukow. Kandzrin est tombé entre les mains des insurgés, localité aux environs de laquelle se sont massés 3000 hommes équipés militairement.

Berlin, 3 mai.

D'après un rapport de la direction des chemins de fer, un grand nombre de ponts ont été détruits en Haute-Silésie, notamment sur le réseau de Carlsmarkt, sur celui d'Oppeln, Brieg, ainsi que près de Neustadt. On signale également qu'on a fait sauter deux ponts de chemins de fer aux environs de Ratibor. Les communications téléphoniques avec Kattowitz, Rybnik et Pless sont interrompues.

Oppeln, 3 mai.

Ce matin à 2 h. le pont de Vorflut, construit entre Oppeln et Schapankowitz, a été détruit. Dans la ville d'Oppeln, un grand nombre de vitres ont été brisées.

On demande de Tarnowitz que les insurgés ont pénétré dans la ville durant la nuit dernière, où ils ont commencé une vive fusillade. La cavalerie française entra aussitôt en action et dispersa les insurgés. Au cours de cette opération il y eut deux morts et plusieurs blessés.

Berlin, 3 mai.

On demande de Ratibor à la *Tageszeitung* que les ponts du réseau de Leubnitz-Silésie ont été détruits par les insurgés.

Berlin, 3 mai.

Les représentants allemands à la commission interalliée à Oppeln ont protesté contre les incidents de Haute-Silésie.

Beuthen, 3 mai.

Vers 5 h. du matin, mardi, toutes les issues de la ville furent occupées par une troupe d'insurgés munis de mitrailleuses.

Ils parvinrent à se maintenir près d'une heure, mais les Français ayant attaqué les repoussèrent. Vers midi, une auto portant plusieurs officiers français supérieurs s'arrêta devant l'hôtel Lomnitz, siège du commissaire polonais. Peu après le drapeau polonais fut amené. La ville a repris son aspect ordinaire. Seuls de nombreux jeunes gens parcourent encore les rues la carabine à la main. Les bâtiments publics sont occupés par la troupe.

Berlin, 3 mai.

Le représentant allemand près la commission interalliée communique : La commission interalliée est fermement décidée à maintenir l'ordre sans réserve. C'est pour cette raison qu'elle a décreté l'état de siège pour le district de Beuthen, les villes et les territoires de Pless, Kattowitz, Rybnik, Hindenburg et Ratibor.

Berlin, 3 mai.

Une dépêche de Varsovie au *Berliner Tageblatt* annonce qu'un journal vient de publier une note de M. Korfany protestant contre l'attribution à l'Allemagne (?) des districts de Rybnik, Pless et d'une partie de celui de Kattowitz.

La commission interalliée est, dit la note, responsable maintenant de ce qu'il adviendra. Si les Polonais sont trompés dans leur confiance, il n'y a plus qu'à faire appel aux armes là où la diplomatie aura échoué.

Chemin de fer